

CONCLUSION. – LEÇONS D'OCTOBRE

La révolution russe provoqua un traumatisme dans le mouvement libertaire international dont, pensons-nous, il ne s'est pas encore remis.

Le soutien que certains anarchistes russes avaient apporté aux bolcheviks était fondé à l'origine sur le rejet, par ces derniers, de l'héritage parlementariste de la social-démocratie. Il leur avait tout d'abord semblé que c'étaient les bolcheviks qui s'étaient ralliés à leurs positions. Bien que ces illusions furent de courte durée, les libertaires russes continuèrent de soutenir le régime contre les menaces de rétablissement de l'ordre antérieur.

Il y a cependant un contraste curieux entre la rapidité et la pertinence avec laquelle les anarchistes analysèrent la nature du régime – les résolutions du mouvement anarcho-syndicaliste en font foi – et l'absence de réaction organisée et cohérente du mouvement en Russie, alors même que pendant ce temps les libertaires ukrainiens développaient à la fois une lutte armée et des réalisations constructives au niveau de l'organisation économique. Les choses se passent comme si, au sein de l'anarchisme russe, il n'y ait pas eu de relais avec les combats des anarchistes ukrainiens. « Que l'on imagine ce qu'une organisation du type de l'Alliance bakounienne aurait pu réaliser, dit Alexandre Skirda : adopter un point de vue général, le faire connaître, définir une ligne de conduite pratique et la mettre en œuvre ¹. »

Anatole Gorelik fait le constat qu'un front uni des libertaires n'a pas été réalisé : « Si cela s'était produit, il y aurait eu bien moins de

¹ Alexandre Skirda, *Autonomie individuelle et force collective*, Les anarchistes et l'organisation de Proudhon à nos jours, éditions A.S., 1987.

victimes et les résultats du travail libertaire auraient été meilleurs. En tout cas, les anarchistes ne se seraient pas trouvés sous le talon des bolcheviks et les organisations ouvrières et paysannes d'orientation libertaire auraient pu être créées. Mais seule la base libertaire, plus révolutionnaire que les leaders anarchistes, œuvrait au sein des masses ². »

L'écrasement de l'insurrection de Kronstadt et du mouvement makhnoviste ne sont pas des événements sortis du néant, ils ne sont que l'aboutissement d'un processus commencé longtemps avant. Certains anarchistes continueront de collaborer avec les bolcheviks, parfois en adhérant au parti, comme Victor Serge, ex-théoricien de l'individualisme. Dans une brochure publiée en France en 1921, *Les Anarchistes et l'expérience de la révolution russe* ³ il invite à « procéder à une révision complète et méthodique de nos idées. Ne pas craindre de porter une main sacrilège sur de vieux dogmes très respectés » (p. 5) en tenant compte du fait nouveau que constitue « la victoire de la révolution sociale en Russie » (p. 7) qui est en grande partie « l'œuvre du bolchevisme ».

Victor Serge, arrivé en Russie en 1919, est un cas à part : c'est, d'emblée, un « converti », au contraire de nombre de ces militants libertaires russes qui ont soutenu les bolcheviks à contre-cœur parce que l'autre terme de l'alternative était le retour des blancs, ou qui, après avoir été très actifs en tant que libertaires, ont rallié le parti quand ils se sont aperçus que le mouvement avait raté sa chance. On constate en effet que ceux qui ont rallié le pouvoir ont tous été des militants ouvriers extrêmement dynamiques. Leur choix peut être contesté, mais leur ralliement résulte en général d'un processus au terme duquel ils font le constat que le mouvement libertaire n'est plus capable d'intervenir en tant que mouvement de masse. *Ils avaient donné au mouvement libertaire ouvrier tout ce qu'ils pouvaient lui donner*, ce qui n'est pas le cas de Victor Serge. Selon Alexandre

² A. Gorelik, « Les anarchistes dans la révolution russe », 1922 ; in *Les anarchistes dans la révolution russe*, La Tête de feuilles, textes rassemblés par Alexandre Skirda, p. 62.

³ *Les Anarchistes et l'expérience de la révolution russe*, 15 août 1921, Editions de la bibliothèque du travail.

Skirda, il y avait 633 ex-anarchistes dans le Parti communiste russe en 1922, ce qui est peu si on considère les effectifs du mouvement.

En Ukraine, où le mouvement libertaire présentait de réelles perspectives, on ne connaît pas de cas de ralliement. La plupart des anarchistes russes actifs pendant la révolution n'étaient pas de nouveaux venus : la liste, publiée en 1923 par les anarchistes russes en exil, des libertaires emprisonnés par les bolcheviks montre qu'un grand nombre d'entre eux, la plupart ouvriers ou paysans, militaient bien avant 1917, voire bien avant 1905⁴.

Anatole Gorelik en veut particulièrement aux « sommités », aux « intellectuels » du mouvement anarchiste, car ils auraient pu développer la force et les aspirations des masses laborieuses, « faire les analyses nécessaires » et « fournir des solutions clairement libertaires ». Mais au lieu « d'aider à la formation théorique de militants jeunes et dynamiques, au lieu d'aider au développement de l'activité du mouvement libertaire, ils se consacrèrent plutôt à désamorcer la menace inévitable de la dictature du parti bolchevik, soit à se jeter à fond dans le syndicalisme, soit encore à prêcher l'anarcho-bolchevisme » (p. 62).

Cette critique, qui est en partie justifiée, appelle cependant deux commentaires : d'une part, on perçoit dans l'analyse de Gorelik l'antagonisme qui existait en Russie entre les deux courants, anarcho-communiste et anarcho-syndicaliste, Gorelik se plaçant clairement du premier point de vue, niant toute validité à l'activité du courant « syndicaliste » du mouvement libertaire ; d'autre part, s'il y a une « coupure » à constater, ce n'est pas tant entre « intellectuels » et « base » du mouvement qu'entre ceux qui menaient une activité dans les masses et ceux qui se limitaient à de l'agitation stérile complètement en dehors de la réalité, ceux-là mêmes qui avaient complètement écœuré Makhno lors de son passage en Russie en 1918. Le mouvement anarcho-syndicaliste russe était très actif. Se focaliser sur les « sommités », les « intellectuels » du mouvement pour diagnostiquer les causes de l'échec du mouvement libertaire n'est pas satisfaisant et ne permet pas d'expliquer pourquoi les deux

⁴ Groupe des anarchistes russes exilés en Allemagne, *Répression de l'anarchisme en Russie soviétique*, éditions de la Librairie sociale, 1923.

principaux courants de ce mouvement n'ont pas pu élaborer une plate-forme commune. Si on peut discuter de l'opportunité de la collaboration de certains libertaires avec le bolchevisme ou de leur ralliement, il reste que tous étaient d'authentiques militants révolutionnaires, actifs et expérimentés, qui avaient joué un rôle effectif, voire capital dans la révolution.

Gorelik fournit cependant une indication sur les causes, profondes, de l'échec du mouvement anarchiste. Gorelik était un militant de la confédération du Nabat d'Ukraine et secrétaire du bureau anarchiste du bassin du Donetz. Son témoignage est intéressant dans la mesure où sa sphère d'activité était le bassin industriel de l'Ukraine et qu'il fournit un complément à ce qu'on peut savoir de l'activité du mouvement anarchiste ukrainien, qu'on a tendance, à tort, à limiter au mouvement makhnoviste paysan. « Dans le seul bassin du Donetz, dit-il, si les anarchistes avaient voulu recruter pour un "parti anarchiste", ils auraient pu compter des centaines de milliers de membres. » Avrich écrit que Gorelik est « enclin à exagérer le rôle des anarchistes » ; cependant, même en tenant compte de cela, le mouvement avait une très forte audience dans les centres industriels d'Ukraine. Chaque semaine, dit Gorelik, des dizaines de représentants et délégués d'ouvriers arrivaient de différents endroits du bassin et de la région du Donetz pour demander des orateurs, des agitateurs, une aide morale et théorique : *« malheureusement il y avait très peu de militants anarchistes de formation théorique suffisante »*.

Kharkov, Ekaterinoslav, Odessa, Kiev, Rostov et d'autres villes se trouvaient « sous forte influence libertaire. En de nombreux endroits (bassin du Donetz, Ekaterinoslav et autres) les anarchistes assuraient même la direction des masses ». En même temps, un « profond travail se faisait dans la paysannerie ». Beaucoup de paysans posaient des questions sur la nouvelle vie. L'état d'esprit de nombreux paysans était révolutionnaire et communiste antiétatique, « tout particulièrement en Ukraine ». A Ekaterinoslav, dit Gorelik, « des délégués de plusieurs centaines de villages vinrent me voir, me demandant de leur donner des instructions et de leur apprendre comment construire la nouvelle vie : la commune ».

Du constat que fait Gorelik, on peut conclure que c'est, d'une part, l'insuffisance de cadres anarchistes formés, au moment des événements, qui fut la cause principale de l'échec du mouvement ; ceci étant, d'autre part, la conséquence de l'absence d'une longue tradition de propagande anarchiste dans les masses qui leur aurait inculqué les principes constructifs et les moyens de les réaliser (le « mythe positif »). Ainsi Gorelik confirme le point de vue de Voline, qui constate l'absence de cadres formés : « Ces “cadres” étaient absolument insuffisants pour pouvoir mener une œuvre de propagande indispensable », dit-il ⁵.

L'après-révolution russe provoqua, directement ou indirectement, dans le mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste international trois types de réactions.

1. La première fut la « synthèse anarchiste » de Sébastien Faure, reprise par Voline. Constatant les divisions internes, tant théoriques qu'organisationnelles du mouvement anarchiste en Russie, Voline propose une synthèse des différents courants du mouvement : anarchiste-communiste, anarcho-syndicaliste, individualiste ⁶. Ces courants sont apparentés et proches les uns des autres, dit Voline, ils n'existent qu'à cause d'un malentendu artificiel. Il faut donc faire une synthèse théorique et philosophique des doctrines sur lesquelles ils reposent, après quoi on pourra en faire la fusion et envisager la

⁵ *Les révolutions russes*, p. 39 ; éd. ACDL, BP 4171, 06303 Nice Cedex 4.

⁶ Dans le débat sur la « synthèse », l'individualisme disparaît vite par la trappe. Après tout, quel besoin pour un individualiste de s'organiser (sinon pour empêcher ceux qui ne le sont pas de le faire) ? Il n'entre pas dans le cadre de ce travail de développer cette question, mais rappelons que la critique féroce de l'individualisme par Bakounine est en même temps une critique de l'idéologie bourgeoise et de l'Etat. La liberté individuelle absolue est une notion métaphysique qui ressortit de l'idéalisme. La condamnation absolue, faite par Bakounine, du nihilisme des philosophes post-hégéliens – dont Stirner faisait partie – conduit inévitablement à la question : si Bakounine est anarchiste, Stirner ne l'est pas (et inversement). Dans la doctrine anarchiste, il y a une *théorie de l'individu* qui est infiniment plus riche que l'« individualisme » de Stirner ; cela ne suffit pas pour dire que l'anarchisme *est* de l'individualisme ni que Stirner est anarchiste...

structure et les formes précises d'une organisation représentant ces trois tendances.

Sébastien Faure rédigea un document dans lequel il défendait l'idée de synthèse des trois courants du mouvement anarchiste⁷. « Selon les événements, les milieux, les sources multiples d'où jaillissent les courants qui composent l'anarchisme, le dosage des trois éléments est appelé à varier. A l'analyse, l'expérimentation révèle le dosage ; à la synthèse, le corps composé se reforme et si, ici, tel élément l'emporte, il se peut que, là, ce soit tel ou tel autre. »

Tout de même, Sébastien Faure se demande comment il se fait que l'existence de ces trois éléments, « loin d'avoir fortifié le mouvement libertaire, ait eu pour résultat de l'affaiblir » : c'est, dit-il, « uniquement la position qu'ils ont prise les uns par rapport aux autres : position de guerre ouverte, acharnée, implacable » ; ainsi, le mouvement s'est vidé du meilleur de son contenu « au lieu de s'unir dans la bataille à livrer contre l'ennemi commun : le principe d'autorité. »

Le premier commentaire qu'on pourrait faire est que l'approche de Faure et de Voline ressemble fort à de l'éclectisme, c'est-à-dire cette démarche qui consiste à prendre dans diverses doctrines ce qu'elles sont censées avoir de meilleur en laissant le reste, et à en faire un « cocktail ». Cette démarche, que Bakounine attaque féroce­ment chez Victor Cousin, est qualifiée de « plat métaphysique » et de « vinaigrette philosophique ».

Ensuite, une synthèse n'est pas une fusion. Faire la synthèse de plusieurs idées consiste à envisager ce qu'elles ont de commun, d'opposé, et ensuite de *dépasser* ces concordances et oppositions. Une synthèse, c'est quelque chose *d'autre*, différent en nature, des éléments qui la composent. Si une synthèse des éléments qui composent l'anarchisme était envisageable, on n'aurait pas une adjonction de ces éléments qui cohabiteraient grâce à la « tolérance » qu'ils auraient l'un pour l'autre, mais quelque chose *d'essentiellement différent*, ce qui n'a jamais été le cas dans les organisations se réclamant de la synthèse.

⁷ « La synthèse anarchiste de Sébastien Faure », in *Volonté anarchiste* n° 12, éditions du groupe Fresnes-Antony.

2. Si Archinov ne fut pas le seul à s'interroger sur l'échec du mouvement anarchiste russe, il fut l'un des seuls à tenter d'en tirer les conclusions pratiques. Il fit en tout cas une critique impitoyable du mouvement. Certes, Archinov fait le constat qu'« aucune théorie politico-social n'aurait pu se fondre aussi harmonieusement avec l'esprit et l'orientation de la révolution. Les interventions d'orateurs anarchistes en 1917 étaient écoutées avec une confiance et une attention rares par les travailleurs ». Mais, dit-il,

« Il aurait pu sembler que l'union du potentiel révolutionnaire des ouvriers et des paysans, et de la puissance idéologique et tactique de l'anarchisme, représenteraient une force à laquelle rien n'aurait pu s'opposer. Malheureusement, cette fusion n'eut pas lieu. Des anarchistes isolés menèrent parfois une activité révolutionnaire intense au sein des travailleurs, mais il n'y eut pas d'organisation anarchiste de grande ampleur pour mener des actions plus suivies et coordonnées (en dehors de la Confédération du Nabat et de la Makhnovchtchina en Ukraine). Seule une telle organisation aurait pu lier idéologiquement les anarchistes et les millions de travailleurs ⁸. »

Malheureusement, dit encore Archinov, les anarchistes se bornèrent pour la plupart à des activités limitées de petits groupes, ils ne sortirent pas de leur coquille groupusculaire, « au lieu de s'orienter vers des actions et des mots d'ordre politiques de masse ». Ils préférèrent « se noyer dans la mer de leurs querelles intestines » et ne tentèrent pas une seule fois « de poser et de résoudre le problème d'une politique et d'une tactique communes de l'anarchisme ». « Par cette carence ils se condamnèrent à l'inaction et à la stérilité pendant les moments les plus importants de la Révolution sociale ».

Les causes de cet état catastrophique résident dans l'éparpillement du mouvement, la désorganisation, l'absence d'une tactique collective qui ont presque toujours « été érigés en principe chez les anarchistes ». Cette expérience tragique a « mené les masses laborieuses à la défaite ». Les masses laborieuses sont instinctivement attirées par l'anarchisme, « mais elles n'œuvreront avec le

⁸ « Les 2 Octobres », *op. cit.* p. 193.

mouvement anarchiste que lorsqu'elles seront convaincues de sa cohérence théorique et organisationnelle ».

Dans un autre texte, Archinov réfute l'idée que seule la répression du pouvoir a empêché l'anarchisme de se développer en Russie. La répression bolchevique ne fut qu'une des causes, l'autre étant « l'absence d'un programme pratique déterminé du lendemain de la révolution »⁹.

Réfugié à Berlin, Archinov édite *Le Messenger anarchiste*, en Russe, dont sept numéros paraissent entre 1923 et 1924. Makhno et Archinov décident de s'installer à Paris où ils fondent la revue *Dielo Trouda*. En 1926 ils publient un *projet de plate-forme organisationnelle* pour une Union générale des anarchistes, connue sous le nom de « plate-forme d'Archinov », mais qui est l'œuvre d'un collectif de militants. Toute la production du groupe à l'époque va consister à faire l'analyse critique de l'intervention des anarchistes pendant la révolution et à proposer des solutions, valables non seulement pour la Russie mais aussi pour le mouvement international. La principale raison de l'échec du mouvement anarchiste réside dans « l'absence de principes fermes et d'une pratique organisationnelle conséquente ». C'est pourquoi il est indispensable que soit élaboré un programme homogène et cohérent.

La plate-forme se subdivise en trois parties :

- Une partie générale établissant les principes fondamentaux du communisme libertaire ;
- Une partie constructive concernant les problèmes de la production, de la consommation, de la défense de la révolution ;
- Une partie consacrée aux principes généraux de l'organisation anarchiste, la nécessité de la cohérence idéologique, tactique, la responsabilité collective, le fédéralisme, etc.

Malatesta rédigea une *Réponse à la plate-forme* dans laquelle il déclare que les camarades russes sont « obsédés du succès des bolchevistes dans leur pays ; ils voudraient, à l'instar des bolchevistes, réunir les anarchistes en une sorte d'armée disciplinée qui, sous la direction idéologique et pratique de quelques chefs, mar-

⁹ « Les problèmes constructifs de la révolution sociale », 1923, in *les Anarchistes russes et les soviets*, Spartacus, p. 198.

chât, compacte, à l'assaut des régimes actuels et qui, la victoire matérielle obtenue, dirigeât la constitution de la nouvelle société ¹⁰ ».

Voline attaquera violemment cette plate-forme, lui reprochant d'être une déviation bolcheviste, thème qui sera repris par nombre de libertaires par la suite. Une *Réponse de quelques anarchistes russes à la Plate-forme*, signée de sept noms mais dont Voline est probablement l'auteur, est publiée en avril 1927 ; elle s'en prend à la théorie d'Archinov qui perçoit l'anarchisme comme une théorie de la classe ouvrière. La crise de l'anarchisme, selon cette réponse, n'est pas due à la carence d'une organisation et d'une pratique cohérente mais au « vague de plusieurs idées de base de notre conception », à « l'assimilation difficile des idées libertaires par le monde actuel », à « l'état mental des masses contemporaines qui s'en laissent conter par les démagogues de toutes nuances » tandis que les libertaires, eux, renoncent intentionnellement à la démagogie, à « la répression générale du mouvement dès qu'il commence à manifester de sérieux progrès » et, enfin, au « renoncement des anarchistes à toute organisation échafaudée artificiellement, ainsi qu'à toute discipline artificielle ».

On constatera qu'aucune des raisons invoquées ne met en cause le mouvement libertaire lui-même : c'est la faute des « autres ». La substance de la Réponse tient en une phrase : « Oui, l'essence idéologique est la même chez les bolcheviks et les *plateformards*. »

Les opposants à la plate-forme font en réalité une confusion. Pour quiconque ne se contente pas d'à-peu-près et de préjugés, et se donne la peine *d'entrer* dans le système bolchevik pour le comprendre, il n'y a aucune possibilité de l'assimiler aux positions défendues par Archinov et Makhno, quelques soient les divergences qu'on puisse avoir avec ces militants par ailleurs. Il y a cependant un point de rencontre, qui ne tient pas à la similitude essentielle des deux optiques mais à la similitude des conditions objectives à partir desquelles ces deux optiques ont été élaborées, c'est-à-dire une société semi-féodale sous-industrialisée. Bolchevisme et « plate-formisme » sont tous deux le produit d'un même environnement, ce

¹⁰ Errico Malatesta, *Réponse à la plate-forme – Anarchie et organisation*, brochure du groupe 19-Juillet.

qui ne signifie en rien qu'ils sont équivalents, mais signifie à coup sûr qu'ils sont inadéquats à une société industrielle développée et à une classe ouvrière nombreuse et organisée. Il y a de fortes probabilités que le « plate-formisme », s'il était devenu hégémonique dans la classe ouvrière occidentale, lui aurait fait subir une régression de même ampleur que ne l'a fait le bolchevisme.

Ce sont essentiellement les principes organisationnels de la plateforme qui choquèrent les principaux porte-parole du mouvement anarchiste européen, principes pourtant très vaguement exposés. Archinov déclare en effet qu'il « ne peut y avoir de droits sans obligation, comme il ne peut y avoir de décisions sans leur exécution ». Le fait qu'une décision doive être appliquée une fois qu'elle a été collectivement décidée semble être compris comme une atteinte à la liberté et à l'indépendance individuelles. Le principe de la responsabilité collective est féroce­ment attaqué, c'est-à-dire l'idée que chaque militant de l'organisation représente cette organisation dans ses actes et est responsable devant elle, de même que l'organisation est l'expression des militants individuels.

Un passage de Malatesta exprime assez bien ce que devait être le mouvement anarchiste que Makhno et Archinov ont rencontré dans leur exil :

« ... les Congrès, dans une organisation anarchiste, tout en souffrant, en tant que corps représentatifs, de toutes les imperfections que j'ai signalées, sont exempts de tout autoritarisme parce qu'ils ne font pas la loi ; n'imposent pas aux autres leurs propres délibérations. Ils servent à maintenir et à étendre les rapports personnels entre les camarades les plus actifs, à résumer et provoquer l'étude de programmes sur les voies et moyens d'action, à faire connaître à tous la situation des diverses régions et l'action la plus urgente en chacune d'elles, à formuler les diverses opinions ayant cours parmi les anarchistes et à en faire une sorte de statistique, et leurs décisions ne sont pas des règles obligatoires, mais des suggestions, des conseils, des propositions à soumettre à tous les intéressés, elles ne deviennent obligatoires et exécutives que pour ceux qui les acceptent jusqu'au

point où ils les acceptent. Les organes administratifs qu'ils nomment – Commission de correspondance, etc. – n'ont aucun pouvoir de direction, ne prennent d'initiatives que pour le compte de ceux qui sollicitent et approuvent ces initiatives, n'ont aucune autorité pour imposer leurs propres vues qu'ils peuvent assurément soutenir et propager en tant que groupes de camarades, mais qu'ils ne peuvent pas présenter comme opinion officielle de l'organisation. Ils publient les résolutions des congrès, les opinions et propositions que groupes et individus leur communiquent ; ils sont utiles à qui veut s'en servir pour plus de plus faciles relations entre les groupes et pour la coopération entre ceux qui sont d'accord sur diverses initiatives, mais libre à chacun de correspondre directement avec qui bon lui semble ou de se servir d'autres comités nommés par des groupements spéciaux. Dans une organisation anarchiste, chaque membre peut professer toutes les opinions et employer toutes les tactiques qui ne sont pas en contradiction avec les principes acceptés et ne nuisent pas à l'activité des autres. En tout cas, une organisation donnée dure aussi longtemps que les raisons d'union sont plus fortes que les raisons de dissolution ; dans le cas contraire elle se dissout et laisse place à d'autres groupements plus homogènes. Certes, la durée, la permanence d'une organisation est condition de succès dans la longue lutte que nous avons à soutenir et, d'autre part, il est naturel que toute institution aspire, par instinct, à durer indéfiniment. Mais la durée d'une organisation libertaire doit être la conséquence de l'affinité spirituelle de ses membres et des possibilités d'adaptation de sa constitution aux changements des circonstances ; quand elle n'est plus capable d'une mission utile, le mieux est qu'elle meure. »

C'est la plus longue description qu'on puisse trouver d'une boîte à lettres. Il est certain qu'avec de telles conceptions, ni la Makhnovchtchina ni les réalisations libertaires en Espagne n'auraient été possibles.

Est considéré, dans la plate-forme, comme une autre preuve d'autoritarisme inacceptable le fait qu'il y ait un comité exécutif chargé de l'« exécution des décisions prises par l'Union, dont celle-ci

l'aura chargé », de « l'orientation théorique et organisationnelle de l'activité des organisations isolées, conformément aux options théoriques et à la ligne tactique générale de l'Union », de la « mise en lumière de l'état général du mouvement » et du « maintien des liens de travail et organisationnels entre toutes les organisations de l'Union, ainsi qu'avec d'autres organisations ». Ce « comité exécutif » va faire couler beaucoup d'encre... noire.

Une relecture attentive de la « plate-forme » ne révèle rien que de très banal pour quiconque est adhérent d'une banale association, rien qui prête à la diabolisation. L'insistance d'Archinov sur le fait que la « plate-forme » était un projet négociable dont certains aspects pouvaient être adaptés aurait pu rassurer les anarchistes de l'époque. L'historien qui s'interrogera sur le rejet de cette plate-forme par le mouvement anarchiste des années 20 devra sans doute examiner de près quelle était la composition sociologique du mouvement à l'époque, à quelle type d'activité il se consacrait, et dans quels milieux. Le militant qui relit ce document aujourd'hui se plaît à se demander pourquoi diable Archinov et Makhno se sont exilés en France plutôt qu'en Espagne ¹¹...

La démarche d'Archinov apparaît incontestablement comme une réaction de classe d'un militant ouvrier révolutionnaire face à des petits-bourgeois : dans le numéro 23-24 de la revue, il écrit que « les auteurs de la plate-forme partaient du fait de la multiplicité des tendances contradictoires dans l'anarchisme, non pas pour se donner la tâche de les unir en un tout, ce qui est absolument impossible, mais d'effectuer une sélection idéologique et politique des forces homogènes de l'anarchisme et en même temps de se différencier des

¹¹ Des anarchistes espagnols contactèrent Makhno en 1931 pour qu'il prenne la direction d'une guérilla en Espagne du Nord. Il écrit en 1932 dans un journal anarchiste russe des Etats Unis : « A mon avis, la FAI et la CNT doivent disposer (...) de groupes d'initiative dans chaque village et chaque ville, et ils ne doivent pas craindre de prendre en mains la direction révolutionnaire stratégique, organisationnelle et théorique du mouvement des travailleurs. Il est évident qu'ils devront éviter à cette occasion de s'unir avec des partis politiques en général, et avec les bolcheviks-communistes en particulier, car je suppose que leurs commensaux espagnols seront les dignes émules de leurs maîtres. » Cité par Alexandre Skirda, *Les cosaques de la liberté*, p. 330, éd. JC Lattès.

éléments chaotiques, petits-bourgeois (libéraux) et sans racines de l'anarchisme ».

L'accent mis sur l'aspect « autoritaire », sur l'essence « bolchevique » de la plate-forme masque son contenu réel. Partisans de la plate-forme et partisans de la synthèse, focalisés sur les divergences qui les opposaient, ont ainsi évité de constater certains points essentiels qui les unit et sont ainsi passés à côté du véritable débat. En somme les désaccords entre partisans de la plate-forme et partisans de la synthèse sont moins grands que ce qui les unit.

Ainsi, Malatesta reconnaît qu'il est « urgent que les anarchistes s'organisent pour influencer sur la marche que suivent les masses dans leur lutte pour les améliorations et l'émancipation » ; il reconnaît également que « la plus grande force de transformation sociale est le mouvement ouvrier (mouvement syndical) » et que « de sa direction dépend, en grande partie, le cours que prendront les événements et le but auquel arrivera la prochaine révolution ». C'est pourquoi « les anarchistes doivent reconnaître l'utilité et l'importance du mouvement syndical, ils doivent en favoriser le développement et en faire un des leviers de leur action ». Mais, dit Malatesta, « ce serait une illusion funeste que de croire, comme beaucoup le font, que le mouvement ouvrier aboutira de lui-même, en vertu de sa nature même, à une telle révolution ». Il en découle « la pressante nécessité d'organisations proprement anarchistes qui, à l'intérieur comme en dehors des syndicats, luttent pour l'intégrale réalisation de l'anarchisme et cherchent à stériliser tous les germes de corruption et de réaction ».

La plate-forme ne dit rien d'autre. « En unissant les ouvriers sur la base de la production, le syndicalisme révolutionnaire, comme du reste tout groupement professionnel, n'a pas de théorie déterminée ; il n'a pas une conception du monde répondant à toutes les questions sociales et politiques compliquées de la réalité contemporaine. Il reflète toujours l'idéologie de divers groupements politiques, de ceux notamment qui œuvrent le plus intensément dans ses rangs. » C'est pourquoi les auteurs de la plate-forme estiment que « les anarchistes doivent participer au syndicalisme révolutionnaire comme l'une des formes du mouvement ouvrier révolutionnaire ». « Considérant le syndicalisme révolutionnaire uniquement comme un mouvement

professionnel de travailleurs n'ayant pas une théorie sociale et politique déterminée et, par conséquent, étant impuissant à résoudre par lui-même la question sociale, nous estimons que la tâche des anarchistes dans les rangs de ce mouvement consiste à y développer les idées libertaires, à le diriger dans un sens libertaire, afin de la transformer en une armée active de la révolution sociale ».

Au-delà des différences de formulation, partisans de la plate-forme et opposants sont d'accord sur un point fondamental, la division du travail entre organisation politique et organisation de classe, ce qui est, d'ailleurs, une caractéristique également de la social-démocratie, bolchevisme compris. La conception que ces courants pourtant très différents ont du rapport entre minorité agissante et organisation de classe est fondamentalement la même, un rapport d'extériorité, qui n'est conçu que sous la forme d'une organisation politique qui pense, d'une part, et d'une organisation de masse qui agit, de l'autre. La plate-forme pousse simplement les choses plus loin que ses adversaires anarchistes, elle est plus logique et plus claire, en disant : « nous devons entrer dans le mouvement professionnel révolutionnaire comme une force organisée, responsable du travail accompli dans les syndicats *devant l'organisation anarchiste générale, et orienté par cette dernière* » (Souligné par nous), ce qui est pratiquement une paraphrase de la 9^e des 21 conditions d'admission à l'Internationale communiste, qui enjoint les partis adhérents à créer des fractions, responsables devant le parti, dans les organisations de masses en vue de les contrôler. Le mouvement anarchiste, en tant que courant politique, ne peut espérer avoir de l'influence dans la classe ouvrière qu'en pratiquant ainsi, c'est-à-dire en pratiquant comme les bolcheviks. Tout le discours « anti-autoritaire » consistant à dire : « nous ne voulons pas diriger, nous sommes des guides » n'est qu'un paravent.

Les anarcho-syndicalistes ne niaient pas qu'un mouvement syndical sans doctrine n'était qu'une masse de manœuvre pour les organisations politiques. Ils proposaient un autre modèle, fondé sur un autre type de rapport entre minorité révolutionnaire et organisation de classe. Ce modèle existait déjà depuis 15 ans en Espagne, et il était en train de se mettre en place en France *précisément au même moment* où la plate-forme d'Archinov était

publiée. Ce modèle était fondé sur le constat que le mouvement anarchiste ne peut avoir une existence de masse que *lorsqu'il crée lui-même une organisation de masse*.

3. Dans la tradition du syndicalisme français, le culte de l'unité jouait un rôle considérable, bien que des tendances fort différentes pouvaient se heurter lors des congrès. Au-delà des options multiples qui pouvaient se manifester, l'opposition principale se trouvait entre ceux qui entendaient faire participer la classe ouvrière à l'action parlementaire et ceux qui s'y opposaient. La charte d'Amiens, en 1906, est un texte de compromis de différentes tendances unies contre le guesdisme, dans lequel chacun peut s'y retrouver, mais la notion de neutralité syndicale qui s'en dégage peut être interprétée comme une affirmation de non-intervention sur le terrain politique, ce qui convient aux partisans de l'action parlementaire, alors que pour les syndicalistes révolutionnaires et les anarcho-syndicalistes cela signifiait que le syndicalisme, sans exclure l'action *politique* (la politique ne se limitant pas aux élections...), ne s'engageait pas en faveur de l'action *parlementaire*. Pour Pouget, la CGT est « neutre du point de vue politique », mais cette neutralité affirmée « n'implique point l'abdication ou l'indifférence en face des problèmes d'ordre général, d'ordre social (...) La Confédération n'abdique devant aucun problème social non plus que politique (en donnant à ce mot son sens large). » (*La CGT*).

L'idée de neutralité syndicale exprimait alors le désir de maintenir une unité organique malgré la pluralité des courants politiques. Mais inévitablement, la logique des faits devait conduire à des prises de position plus tranchées de la part du syndicalisme révolutionnaire, car la recherche à tout prix d'un consensus conduisait à une édulcoration des principes du mouvement. Il n'y a par exemple rien, dans la charte d'Amiens, sur la lutte contre l'Etat ni sur les illusions du parlementarisme. Edouard Vaillant (socialiste, député à partir de 1893) dira à juste titre que le congrès d'Amiens fut une victoire sur les anarchistes ; Victor Renard, lui, dira plus trivialement que « les anarchistes qui prédominent à la CGT ont consenti à se mettre une muselière ».

Il était difficile d'empêcher les partisans de la stratégie électorale et ceux qui cherchaient avant tout l'entente avec les pouvoirs publics

et le patronat de développer leurs thèses et leurs pratiques. Pour conserver une cohérence pratique et théorique, la scission était inévitable. Pierre Besnard dit explicitement que l'abandon de fait de la lutte des classes dans la CGT a littéralement créé une tendance qui ne pouvait plus grouper les « travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du patronat et du salariat. Une partie d'entre eux était exclue idéologiquement, moralement ». C'est là, dit-il, la cause de la scission de 1921 qui donna naissance à la CGTU. Cette dernière ne devait pas se montrer différente : le rôle révolutionnaire du syndicalisme, son indépendance, son autonomie fonctionnelle et sa capacité d'action devaient être niés par le parti communiste qui voulaient en faire une courroie de transmission. Dès lors, une seconde scission, « déjà en germe lors de la première, se produisit ». Ce sera la constitution, en 1926, de la CGT-syndicaliste révolutionnaire (CGT-SR).

Réapparaît ainsi la même problématique que celle qui avait divisé l'AIT : l'opposition entre ceux qui préconisaient la stratégie de conquête du pouvoir d'Etat et ceux qui voulaient sa destruction.

Des syndicalistes révolutionnaires et des anarcho-syndicalistes contribueront à la formation du parti communiste en France. Certains d'entre eux le quitteront assez rapidement. Monatte, Rosmer et Delagarde seront exclus en décembre 1924. Il faut garder à l'esprit un fait qui a été peu souligné : pour beaucoup, la révolution russe était le prélude à l'extension de la révolution en Europe. Dans cette perspective, soutenir la révolution russe, quel qu'en fût le caractère, était vital. « La révolution cessera bientôt d'être russe pour devenir européenne », écrit Monatte à Trotski le 13 mars 1920. Tom Mann, un syndicaliste révolutionnaire britannique (et fondateur en 1921 du parti communiste britannique), dira les choses clairement : « Bolchevisme, spartakisme, syndicalisme révolutionnaire, tout cela signifie la même chose sous des noms différents. » Nombre de militants syndicalistes révolutionnaires ne virent pas de différence entre les soviets et les bourses du travail, qui de fait remplissaient le même office : rassembler les travailleurs, et par extension la population laborieuse d'une localité sur des bases interprofessionnelles.

Il y avait, outre l'anti-parlementarisme¹², nombre de similitudes entre les positions du syndicalisme révolutionnaire et celles des bolcheviks, qui expliquent l'adhésion de certains militants au communisme. Ces similitudes seront surtout soulignées par les bolcheviks eux-mêmes, soucieux d'attirer à eux les militants ouvriers les plus actifs. Charbit, Hasfeld, Martinet, Monatte, Monmousseau, Rosmer, Sémard et d'autres en firent partie. Dire, avec Brupbacher, que le syndicalisme révolutionnaire accomplit son suicide est exagéré. Si ces militants ont manqué de discernement, c'est là une chose qu'on peut difficilement leur reprocher. Il reste que ce manque de discernement n'était pas une fatalité : Gaston Leval, se rend à Moscou en 1921 comme délégué adjoint de la CNT espagnole pour prendre part au congrès constitutif de l'Internationale des syndicats rouges. Ce qu'il voit en Russie – il est vrai qu'il ne s'est pas contenté de suivre les parcours fléchés officiels – le persuade que la révolution se dévoie vers une dictature de parti¹³. Le rapport qu'il fera au congrès de Saragosse en 1922 persuadera la CNT de ne pas adhérer à l'Internationale syndicale rouge, ce qui évitera à celle-ci le processus de « bolchevisation » subi par d'autres centrales syndicales européennes. En 1922 se constituera, en concurrence de l'Internationale syndicale rouge, l'AIT seconde manière.

On peut dire que c'est l'accélération de l'histoire, consécutive à Octobre, qui a imposé aux différents courants présents dans le mouvement ouvrier de se démarquer clairement. Si on peut regretter que l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire n'aient pas conservé leur position dominante en France, sur le plan international la situation était très encourageante : l'AIT avait des sections dans 24 pays et regroupait des millions de travailleurs. Son déclin est moins le résultat d'une prétendue inadaptation aux temps nouveaux que la conséquence des massacres de la guerre, du fascisme, du nazisme et du stalinisme.

¹² Lénine se plaignait que la lutte antiparlementaire avait été abandonnée aux anarchistes.

¹³ Il rencontre Rosmer, Victor Serge, Marcel Body, Voline (qu'il fait libérer de prison dans des circonstances rocambolesques) Alexandre Schapiro, Emma Goldman, Alexandre Berckmann, mais aussi, du côté bolchevik, Chliapnikoff, Alexandra Kollontäï, Lénine, Trotsky, Boukharine.

Le rapprochement entre le concept de minorité agissante et celui d'avant-garde a été largement fait par les léninistes soucieux de rapprocher les deux mouvements. Rappelons quelques idées développées par Pouget sur la question des minorités agissantes.

Pour contrebalancer la force de la classe possédante il faut une autre force : « cette force, dit Pouget, il appartient aux travailleurs conscients de la matérialiser » ; « cette nécessaire besogne de cohésion révolutionnaire se réalise au sein de l'organisation syndicale : là, se constitue et se développe une minorité grandissante qui vise à acquérir assez de puissance pour contrebalancer d'abord et annihiler ensuite les forces d'exploitation et d'oppression. » (Pouget, *L'Action directe.*)

Ceux qui restent en dehors de l'organisation syndicale, qui refusent de lutter sont des « zéros humains », des « êtres inertes dont les forces latentes n'entrent en branle que sous le choc que leur imposent les énergiques et les audacieux ». (*Les Bases du syndicalisme.*) On constate une absence totale de complaisance à l'égard des travailleurs non-organisés : « Les majorités sont moutonnières et inconscientes. Elles acceptent les faits établis et subissent les pires avanies. S'il leur arrive d'avoir quelques instants de lucidité, c'est sous l'impulsion des minorités révolutionnaires et encore il n'est pas rare qu'après avoir fait un pas en avant, elles laissent passivement renaître le vieux régime et les institutions renversées. » (*Grève générale réformatrice et grève générale révolutionnaire.*) « Tout le problème révolutionnaire consiste en ceci : constituer une minorité assez forte pour culbuter la minorité dirigeante » (*Père peinard, 12/01/1890*). « Qui donc fait la propagande, qui donc dresse les programmes de revendications ? Des minorités ! Rien que des minorités ! » (*Père peinard, 12/01/1890*).

Mais ces minorités devront être le plus nombreuses possible, « car si nous sommes convaincus que la révolution sera l'œuvre d'une minorité, encore sommes-nous désireux que cette minorité soit la plus nombreuse possible, afin que soient plus grandes les chances de succès. »

Il est clair que, aux yeux des syndicalistes révolutionnaires, des différences de niveau de conscience existent dans la classe ouvrière. Les militants ne s'attendent pas à ce que tous adhèrent à l'idée de

révolution prolétarienne, mais ils pensent que la minorité agissante peut créer, lorsque le moment est venu, un phénomène d'entraînement et amener la grande masse du prolétariat à bouger. Bakounine pensait que « dans les moments de grandes crises politiques ou économiques (...), dix, vingt ou trente hommes bien entendus et bien organisés entre eux, et qui savent où ils vont et ce qu'ils veulent, en entraîneront facilement cent, deux cents, trois cents ou même davantage ». Mais, précise-t-il, « pour que la dixième partie du prolétariat (...) puisse entraîner les neuf autres dixièmes », il faut que chaque membre soit organisé, conscient du but à atteindre, qu'il connaisse les principes de l'Internationale et les moyens de les réaliser ». Il n'est pas question, là, de spontanéité... « Ce n'est qu'à cette condition que dans les temps de paix et de calme il pourra remplir efficacement la mission de propagandiste (...), et dans les temps de lutte celle d'un chef révolutionnaire. » (Protestation de l'Alliance.) Le rôle de la minorité agissante avait parfaitement été défini par Bakounine. Ni Bakounine ni Pouget ne prenaient de particulières précautions de langage et il est probable que leurs idées auraient été censurées par ceux qui, au moment de la publication de la plate-forme d'Archinov, décortiquaient le document pour y trouver des traces de « bolchevisme ».

L'existence d'une minorité active, capable de catalyser l'action des masses, dépendait cependant, dans la CGT du début du siècle, d'un certain nombre de conditions institutionnelles à propos desquelles réformistes et révolutionnaires s'opposèrent. Il s'agit du problème très concret et significatif de la représentation proportionnelle. Les anarcho-syndicalistes sont favorables à l'égalité des voix par syndicat, quel que soit leur nombre. L'application du principe de la représentation proportionnelle, qui établit l'hégémonie de quelques gros syndicats, condamne en fait la minorité révolutionnaire. « L'approbation de la représentation proportionnelle eût impliqué la négation de toute l'œuvre syndicale qui est la résultante de l'action révolutionnaire des minorités. Or, si l'on admet que la majorité fasse foi, à quel point s'arrêtera-t-on ? Sur cette pente savonneuse on risque d'être entraîné loin. Ne se peut-il que, sous prétexte de proportionnalité, une majorité d'inconscients dénie le droit de grève à une minorité de militants conscients ? Et en vertu de quel critérium

s'opposera-t-on à cette masse seule si, soi-même, on a énervé¹⁴ l'action efficace des minorités en les étouffant sous la proportionnalité ? » (Déclaration de Pouget au congrès de Montpellier, septembre 1902.)

Le principe démocratique n'est ainsi pas du tout revendiqué. Là encore, il s'agit de l'introduction, dans les pratiques syndicales, d'un élément original de droit. L'unité de base n'est pas l'individu mais l'individu organisé. Son organisation est le syndicat. C'est celui-ci qui est l'unité de base. A *l'intérieur* du syndicat, un adhérent en vaut un autre. C'est une logique qui tranche singulièrement avec nos conditionnements à la démocratie formelle.

L'idée démocratique est donc étrangère au syndicalisme révolutionnaire. D'ailleurs, seule une minorité de travailleurs est syndiquée, aussi « le non-vouloir de la majorité inconsciente et non syndiquée paralyserait toute action ». La minorité doit donc « agir sans tenir compte de la masse réfractaire ». D'ailleurs, fait remarquer Pouget, la majorité est mal venue de récriminer, puisque « l'ensemble des travailleurs, intéressés à l'action, quoique n'y participant en rien, est appelé à bénéficier des résultats acquis »... Aussi, n'est-il « pas tenu compte de la masse qui refuse de vouloir et seuls les conscients sont appelés à décider et à agir » (*Le Mouvement socialiste*, janvier 1907.) On se demande bien ce que pouvaient en penser les « synthésistes ».

« Au creuset de la lutte économique se réalise la fusion des éléments politiques et il s'obtient une unité vivante qui érige le syndicalisme en puissance de coordination révolutionnaire. » (*Le Mouvement socialiste*, janvier 1907.)

On comprend dès lors que les léninistes aient tenté de rallier à leur cause les syndicalistes révolutionnaires, bien que pour les premiers l'avant-garde était constituée de révolutionnaires professionnels, la plupart du temps non ouvriers, alors que pour les seconds la minorité agissante baignait dans la classe ouvrière dont elle faisait partie.

¹⁴ « Enerver » signifie littéralement « ôter les nerfs », c'est-à-dire incapable de réaction.

Trotsky ne s'y est pas trompé. Il avait compris que le contrôle du mouvement syndical était une étape décisive pour contrôler le mouvement ouvrier. Si le syndicalisme révolutionnaire avait raison de lutter pour l'autonomie syndicale face au gouvernement bourgeois et aux socialistes parlementaires, il ne « fétichisait pas l'autonomie des organisations de masse. Au contraire, il comprenait et préconisait le rôle dirigeant de la minorité révolutionnaire dans les organisations de masse, qui réfléchissent en leur sein toute la classe ouvrière, avec toutes ses contradictions, son caractère arriéré, et ses faiblesses. »

« La théorie de la minorité active était, par essence, une théorie incomplète du parti prolétarien. Dans toute sa pratique, le syndicalisme révolutionnaire était un embryon de parti révolutionnaire ; de même, dans sa lutte contre l'opportunisme, le syndicalisme révolutionnaire fut une remarquable esquisse du communisme révolutionnaire. » En somme, l'autonomie n'a plus lieu d'être maintenant qu'il y a un vrai parti révolutionnaire.

« Les faiblesses de l'anarcho-syndicalisme, même dans sa période classique, étaient l'absence d'un fondement théorique correct, et comme résultat, une incompréhension de la nature de l'Etat et de son rôle dans la lutte de classe. Faiblesse aussi, cette conception incomplète, insuffisamment développée, et par conséquent fautive, de la minorité révolutionnaire, c'est-à-dire du parti. D'où les fautes de tactique, comme la fétichisation de la grève générale, l'ignorance de la relation nécessaire entre le soulèvement et la prise du pouvoir. »

« Après la guerre, le syndicalisme français trouva dans le communisme à la fois sa réfutation, son dépassement et son achèvement ; tenter de faire revivre aujourd'hui le syndicalisme révolutionnaire serait tourner le dos à l'histoire. Pour le mouvement ouvrier, une telle tentative ne pourrait avoir qu'un sens réactionnaire. » L'idée que les syndicats se suffisent à eux-mêmes signifie « la dissolution de l'avant-garde révolutionnaire dans la masse arriérée que sont les syndicats »¹⁵.

Les critiques formulées contre le syndicalisme révolutionnaire avaient déjà suscité des réactions, mais pas dans le sens souhaité par

¹⁵ Léon Trotsky, « Communisme et syndicalisme », 1929, in : Léon Trotsky, *Classe ouvrière, parti et syndicat*, classique Rouge n° 4, 1970.

Trotski. Après l'assassinat de syndicalistes par des communistes, à la maison des syndicats à Paris, le 11 janvier 1924, des anarcho-syndicalistes et des syndicalistes révolutionnaires s'engagèrent dans la formation d'une nouvelle centrale syndicale, la CGT-SR. Les unions départementales de la Somme, de la Gironde, de l'Yonne, du Rhône, la fédération du bâtiment, se groupèrent dans une Union fédérative des syndicats autonomes de France, puis se confédérèrent les 1^{er} et 2 novembre 1926 à Lyon.

La nouvelle organisation conteste l'idée de neutralité syndicale telle qu'elle est affirmée dans la charte d'Amiens, notamment le paragraphe où « le congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander en réciprocité de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors. »

La CGT-SR désormais affirme la nécessité, pour le syndicalisme, non seulement de se développer hors des partis politiques, mais *contre* eux. Cette attitude est en quelque sorte l'écho des conditions d'admission à l'Internationale communiste qui préconisaient la constitution de fractions communistes dans les syndicats afin d'en prendre la direction. La constitution de la CGT-SR est incontestablement la réponse de l'anarcho-syndicalisme aux conditions nouvelles créées par le nouveau régime bolchevique ; elle est également le pendant des tentatives faites par la plate-forme d'Archinov d'adapter le mouvement libertaire à ces nouvelles conditions. Il est significatif que la plate-forme d'Archinov et la charte de la CGT-SR datent de la même année : les deux documents sont inséparablement liés et devraient être analysés en parallèle, comme deux réponses au même problème.

La charte de Lyon de la CGT-SR affirme que le syndicalisme est « le seul mouvement de classe des travailleurs » : « L'opposition fondamentale des buts poursuivis par les partis et les groupements qui ne reconnaissent pas au syndicalisme son rôle essentiel, force également la CGT-SR à cesser d'observer à leur égard la neutralité syndicale, jusqu'ici traditionnelle ».

Les documents de constitution de la CGT-SR offrent une véritable réflexion sur le contexte de l'époque, notamment sur la crise

mondiale qui se prépare, sur la montée du fascisme (ce que ne fait pas la plate-forme d'Archinov), et forment un véritable programme politique. Avec son comité confédéral national, sa commission administrative, son bureau et ses deux secrétaires, elle devait elle aussi apparaître comme particulièrement « autoritaire » à certains anarchistes.

Une tactique révolutionnaire est esquissée concernant les rapports avec les autres forces révolutionnaires, à la fois dans l'action revendicative quotidienne et en cas de révolution. Un programme revendicatif est proposé, qui s'inscrit à la fois dans le cadre de revendications quotidiennes tout en présentant un caractère de préparation à la transformation sociale. On retrouvera, curieusement, les principaux thèmes, réadaptés évidemment, de ce programme revendicatif dans... le programme de transition de Trotski, dix ans plus tard !

Sur cette période, A. Schapiro écrivit en 1937 : « La grande guerre balaya la charte du neutralisme syndical. Et la scission au sein de la Première Internationale entre Marx et Bakounine eut un écho – à la distance de presque un demi-siècle – dans la scission historiquement inévitable au sein du mouvement ouvrier international d'après-guerre. Contre la politique de l'asservissement du mouvement ouvrier aux exigences de partis politiques dénommés "ouvriers", un nouveau mouvement, basé sur l'action directe des masses en dehors et contre tous les partis politiques, surgissait des cendres encore fumantes de la guerre 1914-1918. L'anarcho-syndicalisme réalisait la seule conjonction de forces et d'éléments capables de garantir à la classe ouvrière et paysanne sa complète indépendance et son droit inéluctable à l'initiative révolutionnaire dans toutes les manifestations d'une lutte sans merci contre le capitalisme et contre l'Etat, et d'une réédification, sur les ruines des régimes déchus, d'une vie sociale libertaire. »

Le débat reste ouvert sur la question du mode d'intervention des libertaires, qu'ils soient anarcho-syndicalistes ou anarchistes-communistes. L'expérience historique de la social-démocratie et du léninisme a disqualifié ces deux mouvements dans leurs tentatives de proposer une alternative au capitalisme. Quatre-vingts ans après

Octobre, cinquante ans après la charte de la CGT-SR et la plateforme d'Archinov, les circonstances imposent que le mouvement ait une apparition propre, au grand jour, comme alternative à la politique social-démocrate réformiste ou radicalisée, au syndicalisme réformiste, intégré à l'Etat et dominé par des partis politiques.

L'échec de la révolution russe a été essentiellement un échec dû à l'incapacité du parti au pouvoir de régler le problème des rapports entre la campagne et la ville et à organiser la production. Axé sur la prise du pouvoir d'Etat, le parti bolchevik a concentré toutes ses forces dans la constitution d'un appareil de *direction* de la production plutôt que sur les problèmes de la construction de l'économie à la base, qui aurait impliqué inévitablement l'initiative locale des organisations de producteurs. L'échec a été catastrophique.

Au contraire, les libertaires ukrainiens et espagnols ont axé leur énergie sur la construction économique, qui été un succès, mais leur action a abouti à un échec politique et militaire.

L'une des questions que l'ensemble des révolutionnaires, toutes tendances confondues, devraient se poser aujourd'hui est : pourquoi les libertaires ont-ils réussi à susciter la collectivisation des terres et de l'industrie, et pas les bolcheviks ?

La révolution de demain ne sera ni la répétition de la révolution russe ni celle de la révolution espagnole. La société capitaliste a subi des transformations qui rendent impossible de telles éventualités. Il n'y a plus de palais d'Hiver à prendre et, d'autre part, il n'y a plus d'organisation révolutionnaire de masse proposant un modèle de société dans lequel le prolétariat se reconnaisse.

Bakounine disait que le socialisme « ne trouve une réelle existence que dans l'instinct révolutionnaire éclairé, dans la volonté collective et dans l'organisation propre des masses ouvrières elles-mêmes, – et quand cet instinct, cette volonté, cette organisation font défaut, les meilleurs livres du monde ne sont rien que des théories dans le vide, des rêves impuissants. » Il désigne là les trois directions

dans lesquelles les militants révolutionnaires doivent encore aujourd'hui s'orienter.